

Focus sur la notion d'activité économique

Définition d'une activité économique : le fait d'offrir des biens ou des services sur un marché. Il existe un marché dès la rencontre entre une offre et une demande. **Une entité (association, établissement public ...) peut exercer une activité économique alors même qu'elle ne poursuit pas de but lucratif.**

En effet, au sens communautaire, toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement, est une entreprise. **En conséquence, les associations peuvent parfois être considérées comme des entreprises au regard de leurs activités.** (*CJCE, 23 avril 1991, Klaus Höfner, C-41/90*)

La réglementation européenne encadre fortement le versement d'aides publiques aux entités exerçant une activité économique et s'appuie essentiellement sur deux règlements :

- ☐ Règlement sur les aides de minimis (Règlement n°1407/2013) : aides plafonnées à 200 000 € sur 3 exercices fiscaux.

Plus d'infos : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32013R1407>

- ☐ Règlement général d'exemption par catégorie ou RGEC (Règlement 651/2014)

Plus d'infos : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32014R0651>.

Ces règlements « RGEC » et « de minimis » ont été prolongés jusqu'au 31/12/2023 sur le fondement de ce texte :

RÈGLEMENT (UE) 2020/972 DE LA COMMISSION du 2 juillet 2020 modifiant le règlement (UE) no 1407/2013 en ce qui concerne sa prolongation et modifiant le règlement (UE) no 651/2014 en ce qui concerne sa prolongation et les adaptations à y apporter.

Dans sa candidature, le porteur de projet devra donc s'engager à respecter cette réglementation notamment la réglementation relative aux aides de minimis (cf. modèle d'attestation de Minimis)